

## Agriculture

**M. Lang:** Monsieur l'Orateur, je me suis en effet reporté aux pages du hansard qui reproduisent le discours du député. J'espère que les députés en feront autant. Il semble qu'il ait, en réalité, mentionné 20 à 25c. C'est même plus important de constater qu'il essaie maintenant d'une certaine façon de créer la fausse impression que le prix initial est le prix pertinent. Il devrait certainement savoir que c'est le prix final qui importe. Le point crucial est le paiement initial plus le paiement final de l'an dernier ou de cette année, ce qui ne constitue pas la nature exacte du prix initial.

**M. Ken Hurlburt (Lethbridge):** Monsieur l'Orateur, pour ce qui est du coût de la vie, l'année 1973 a été un désastre pour les consommateurs. Par ailleurs, elle a jusqu'ici été une année extraordinaire pour les agriculteurs. Pour les éleveurs de bétail, elle a passé du sublime au ridicule. Il y a cinq ou même dix ans, c'était exactement le contraire. Ce sont soit les agriculteurs et les éleveurs de bovins qui tirent le diable par la queue, soit les consommateurs. A mon avis, il suffirait que le gouvernement fédéral leur vienne en aide et fasse preuve de bon sens (ce qu'il ne fait malheureusement pas à l'heure actuelle) pour qu'agriculteurs et consommateurs collaborent afin de se faire une meilleure existence.

● (1730)

Selon moi, il suffirait d'adopter des lignes de conduite pratiques et innovatrices axées sur l'avenir plutôt que sur le présent pour que les agriculteurs et les éleveurs de bovins jouissent d'un marché et de prix stables pour leurs produits et pour que les consommateurs ne soient pas forcés par des tactiques propres à semer la panique à payer des prix exorbitants pour se nourrir. Par exemple, d'après les communiqués des derniers mois, les Canadiens d'un bout à l'autre du pays ont acheté des congélateurs coûtant entre \$200 et \$400 qu'ils ont remplis de bœuf acheté quand le prix était le plus élevé. Ces gens ont été trompés. Ils ont été trompés par les renseignements erronés publiés par le gouvernement libéral.

On a parlé dans les media de pénurie de bœuf et de prix excessifs et, dans un cas, je ne blâme pas les media de ces nouvelles. Par conséquent, des consommateurs inquiets ont dépensé des centaines de dollars pour acheter des congélateurs dont ils n'avaient vraiment pas besoin. La ruée sur le bœuf a fait monter le prix inutilement. Voilà pourquoi je sympathise avec le consommateur. N'eût été le gouvernement libéral qui a déclenché l'alerte, le consommateur n'aurait jamais stocké du bœuf coûteux dans des congélateurs aussi coûteux. Toutefois, Ottawa a perdu sa maîtrise. On n'a pas voulu faire confiance au producteur canadien et on a oublié la loi simple de l'offre et de la demande. Par conséquent, l'argent que le consommateur aurait pu affecter à l'achat de produits alimentaires a servi à payer un congélateur et du bœuf très cher. Cet argent aurait pu servir à l'achat de beaucoup de produits alimentaires au moment où la ruée n'avait pas gonflé le prix, mais il est maintenant trop tard.

Le parti libéral qui exerce le pouvoir à Ottawa présentement a été pris de panique. Devant une situation temporaire, il a agi au petit bonheur, ce qui n'est pas inhabituel. Vous vous rappellerez, monsieur l'Orateur, qu'en 1970, le ministre de la Justice qui est chargé de la Commission canadienne du blé (M. Lang) a promu le programme LIFT—dit de réduction des stocks C'était le fruit de ses réflexions et aux termes de ce programme, le gouvernement fédéral payait bel et bien les producteurs de blé du Canada pour les empêcher de semer du grain. Voyez ce qui

[M. Horner (Crowfoot).]

en est aujourd'hui. Ottawa supplie les agriculteurs de l'Ouest de faire pousser autant de grain que possible. En réalité, il leur reproche même de produire trop peu. Curieuse situation, mais facile à comprendre. Quand on ne se préoccupe que de résultats à brève échéance, on oublie que la situation peut évoluer. Les libéraux considèrent des objectifs à court terme, mais les conservateurs progressistes envisagent les répercussions à longue échéance. Je demande aux députés d'en face d'y réfléchir.

Permettez-moi de dire qu'il serait rentable d'entreposer 500 millions de boisseaux de céréales en tout temps, en dédommageant l'agriculteur de ses frais d'entreposage. Quelque 500 millions de boisseaux de céréales de plus seraient immédiatement utiles aux fins d'exportation et pour l'alimentation du bétail, comme le sait bien le ministre. Nous ne les avons pas ces boisseaux supplémentaires, et le ministre de la Justice en connaît la raison.

Le gouvernement libéral vit au jour le jour, d'une crise à l'autre, se contentant de réagir face aux situations plutôt que de se préparer à les affronter. Il ne faut pas s'étonner si les consommateurs, les agriculteurs et les éleveurs de bétail ne savent plus à quoi s'en tenir, et j'ajouterais, si le ministre est le seul député libéral de la Saskatchewan. Comme l'a déjà noté mon bon ami le député de Crowfoot (M. Horner), le ministre a gagné son élection aux dépens de tous les autres candidats libéraux de la province, réussite peu louable. C'est cependant le genre de situation qui peut plaire au sens de l'humour particulier du premier ministre (M. Trudeau). Après tout, les députés se souviendront que c'est le premier ministre qui, lors d'une visite, il y a de cela quelques années à peine, à Saskatoon, pour rencontrer les agriculteurs des Prairies, avait répondu à ceux qui demandaient de l'aide pour vendre leur blé à un juste prix: «Vous le faites pousser, vendez-le. Pourquoi devrais-je vendre votre blé?» Après la déconfiture électorale qu'ont connue les libéraux dans l'Ouest l'année dernière, où ils n'ont obtenu que sept des 68 sièges, le premier ministre a peut-être des sentiments différents.

Je pense, cependant, qu'en ce qui concerne les consommateurs, les céréaliculteurs et les éleveurs de bétail, ces nouveaux sentiments, si vraiment ils se sont manifestés, arrivent trop tard. Pour ce qui est du ministre de l'Agriculture (M. Whelan), il a certaines bonnes qualités. Il sait, dans une certaine mesure, ce qu'est l'agriculture. Mais il semble avoir suivi l'avis de pseudo-conseillers agricoles et de soi-disant spécialistes qui hantent la colline du Parlement et les grands bureaux du ministère de l'Agriculture. Il parle de production contrôlée, de gestion des approvisionnements et d'offices de commercialisation. Il veut limiter la production alors que la moitié du monde est affamée, que la population du globe augmente à une allure folle, qu'il faut nourrir des milliers de nouvelles bouches chaque jour. Au lieu de parler de production limitée et de gestion des approvisionnements, nous devrions penser à inciter l'agriculteur et l'éleveur à produire davantage. Cela me paraît logique, car s'il y a un besoin, c'est à nous de le combler, tout en assurant aux producteurs canadiens une existence convenable.

Ces dernières semaines est arrivée sur mon bureau une avalanche de communiqués de l'Agence canadienne de développement international. Il y est question de millions et de millions de dollars—qui se trouvent à être l'argent des contribuables canadiens—qu'on distribue à un pays après l'autre. Dans certains cas il s'agit purement et simplement de dons; dans d'autres, de prêts sans intérêt remboursables sur une période de 30 ou 40 ans. Il est regrettable que des jeunes Canadiens qui cherchent à emprunter